

BE-A0521_712094_800144_FRE

Inventaire des archives de la commune
d'Opont. Dépôt 2010, 1796-1977 (1980)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
2 - 6 Registre aux délibérations. 1859-1976.....	21
8 - 9 Registre des procès-verbaux. 1947-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	22
11 - 12 Registre aux délibérations. 1885-1976.....	22
C. Règlements, arrêtés et circulaires.....	22
D. Répertoire des actes.....	22
E. Correspondance générale.....	22
17 - 19 Registres de la correspondance sortante. 1891-1952.....	22
F. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	23
II. Organisation et personnel.....	24
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	24
1. Territoire.....	24
2. Participation à des organismes de coopération intercommunale.....	24
22 - 27 Pièces relatives à l'affiliation de la commune à des intercommunales. 1958-1976.....	24
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24

1. Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	24
2. Bourgmestre.....	25
C. Organisation des services.....	25
1. Archives.....	25
2. Affiliation à des services tiers.....	25
D. Personnel des services.....	25
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	25
2. Dossiers du personnel.....	26
37 - 38 Dossiers des gardes champêtres. 1910-1975.....	26
40 - 53 Dossiers du personnel enseignant. 1946-1977.....	26
56 - 57 Dossiers relatifs aux recrutements de gardes forestiers. 1948-1968.	
.....	27
3. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	27
III. Patrimoine.....	28
66 - 78 Dossiers relatifs aux transactions immobilières réalisées dans le cadre de travaux. 1862-1964.....	28
79 - 80 Dossiers relatifs à l'exploitation du patrimoine forestier. 1867-1976.....	29
81 - 88 Dossiers relatifs à la vente de biens communaux. 1885-1976.....	29
89 - 93 Dossiers relatifs à des échanges de terrains. 1892-1975.....	30
IV. Finances et fiscalité.....	32
A. Généralités.....	32
B. Comptabilité du secrétariat.....	32
1. Budgets et annexes.....	32
108 - 113 Budgets et annexes. 1887-1977.....	32
2. Registres de comptabilité.....	32
114 - 115 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1955-1976.....	32
3. Emprunts.....	32
4. Subventions des autorités supérieures.....	33
5. Placements.....	33
C. Comptabilité du receveur.....	33
1. Registres de comptabilité.....	33
122 - 141 Grands-livres annuels des recettes et des dépenses. 1948-1971.	
.....	33
2. Comptes et pièces justificatives.....	35
142 - 151 Comptes annuels. 1859-1976.....	35
152 - 205 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1893-1976.....	35
D. Impositions et taxes.....	39
213 - 216 Dossiers relatifs à la perception de taxes et d'additionnels communaux. 1947-1976.....	39
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	40
219 - 220 Croquis d'arpentage des nouvelles parcelles résultant de changements de limites. 1845-1858.....	40
222 - 223 États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis. [XIXe siècle-XXe siècle].....	40
224 - 228 Matrices cadastrales. [XIXe siècle-XXe siècle].....	40
V. État civil.....	42
VI. Population.....	43
A. Généralités.....	43
233 - 238 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1921-1976.....	43
B. Registres et mouvements de la population.....	43
542, 240 Index des registres de la population. 1890-1900.....	43
241 - 258 Registres de la population. 1890-1980.....	43

259 - 261 Registres des déclarations de sortie. 1893-1976.....	45
262 - 263 Registres des déclarations d'entrée. 1914-1976.....	45
C. Recensements et autres états de la population.....	45
270 - 272 Tableaux présentant les résultats du recensement au 31 décembre 1970. [1975].....	45
VII. Élections.....	47
A. Généralités.....	47
B. Listes électorales et listes dérivées.....	47
274 - 284 Listes des électeurs. 1923-1978.....	47
275 - 277 Chambres législatives et conseils communaux.....	47
278 - 279 Chambres législatives, conseils provinciaux et communaux.....	47
280 - 281 Généraux et communaux.....	47
282 - 284 Électeurs généraux, provinciaux et communaux.....	47
C. Révision des listes électorales.....	48
D. Dossiers des élections.....	48
288 - 294 Dossiers relatifs aux élections communales. 1903-1970.....	48
VIII. Affaires militaires et guerres.....	50
A. Généralités.....	50
B. Service militaire.....	50
300 - 305 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1920-1978.....	50
306 - 307 Registres d'inscription. 1922-1923.....	50
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	51
316 - 317 Registres de classement. 1949, 1951.....	51
D. Guerres et conséquences.....	51
IX. Ordre et sécurité publics.....	53
A. Police.....	53
1. Généralités.....	53
2. Équipement.....	53
3. Personnel.....	53
4. Missions de police administrative.....	53
5. Missions de police judiciaire.....	54
333 - 336 Registres des condamnations judiciaires. 1854-1976.....	54
B. Service d'incendie.....	54
X. Santé publique.....	55
A. Lutte contre les maladies.....	55
340 - 342 Dossiers relatifs aux mesures prises pour lutter contre les maladies épidémiques. 1948-1976.....	55
B. Police sanitaire des animaux domestiques.....	55
C. Analyse de l'eau potable.....	55
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	56
A. Généralités.....	56
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	56
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	56
2. Bâtiments affectés à la santé publique et à l'hygiène.....	56
3. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	56
4. Bâtiments affectés au culte.....	57
5. Cimetière.....	57
6. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	58
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	58
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	62
E. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	62

1. Distribution d'eau.....	62
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	63
3. Téléphone.....	63
4. Transports en commun.....	63
F. Aménagement du territoire.....	64
1. Plans de secteur.....	64
2. Plans communaux.....	64
3. Permis de bâtir et autres autorisations et permissions.....	64
G. Protection des monuments et sites.....	64
XII. Enseignement.....	66
A. Généralités.....	66
B. Équipement.....	66
C. Personnel.....	66
D. Finances.....	66
E. Activités éducatives ordinaires.....	66
XIII. Culture, sports et divertissements.....	67
A. Sports.....	67
B. Tourisme.....	67
XIV. Économie.....	68
A. Agriculture et sylviculture.....	68
448 - 449 Listes de dépouillement et listes récapitulatives dressées dans le cadre des recensements agricoles et horticoles. 1947-1948.....	68
B. Industrie, artisanat et commerce.....	68
C. Circulation.....	69
D. Approvisionnement.....	69
XV. Social.....	70
A. Affaires sociales.....	70
1. Mesures en faveur des nécessiteux.....	70
2. Prise en charge des chômeurs, placement.....	70
3. Aide aux personnes âgées.....	70
466 - 467 Registres des demandes de prestations pour les pensions. 1963- 1976.....	70
4. Services rendus à la population.....	70
B. Réglementation du travail.....	71
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	72
A. Bureau de bienfaisance.....	72
1. Personnel.....	72
2. Finances.....	72
471 - 473 Comptes annuels. 1888-1908.....	72
474 - 477 Budgets annuels. 1889-1910.....	72
478 - 482 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1893-1900.....	72
3. Exécution des tâches.....	73
B. Commission d'assistance publique.....	73
1. Personnel.....	73
2. Finances.....	73
488 - 494 Extraits de compte et avis de crédit. 1941-1949.....	73
XVII. Fabriques d'église.....	75
A. Généralités.....	75
B. Paroisse Saint-Remacle à Opont.....	75
1. Patrimoine.....	75
2. Personnel.....	75
3. Finances.....	75
502 - 510 Comptes annuels. 1890-1976.....	75

511 - 519 Budgets annuels. 1890-1976.....	76
C. Paroisse Saint-Laurent à Our.....	77
1. Patrimoine.....	77
2. Personnel.....	77
3. Finances.....	77
522 - 530 Comptes annuels. 1892-1976.....	77
531 - 539 Budgets annuels. 1894-1976.....	77

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune d'Opont (Paliseul). Dépôt 2010

Période:

1796-1976 (1980)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.879

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 543.00
- Etendue inventoriée: 9.05 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Opont [les-Abbyes], 1795 - 1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune d'Opont

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Opont dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Paliseul, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Opont devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Paliseul ¹.

La commune dépend successivement du département des Forêts, du grand-duché puis de la province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Moselle). Au niveau judiciaire, Opont relève tour à tour des arrondissements d'Habay-la-Neuve (1795-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), puis de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814). Opont dépend par ailleurs successivement des cantons de milice de Bouillon puis de Paliseul (1857) ². En 1801, Opont compte 269 habitants pour 445 en 1846 ³. Au 1er janvier 1893, la commune compte 597 habitants, 108 maisons, 113 feux, 87 granges et 120 écuries ⁴. La population augmente à 608 habitants en 1910 pour ensuite diminuer à 541 en 1961 ⁵. Au 31 décembre 1973, la commune, qui s'étend sur près de 1.753 hectares, compte 442 habitants répartis comme suit : 285 à Opont, 18 à Frênes, 42 à Beth et 97 à Our ⁶. En 1976, à la veille de la fusion des communes, 408 personnes résident dans la commune ⁷.

Au XIXe siècle, le ruisseau d'Our et les eaux de la Lesse alimentent les scieries et les moulins. En 1970, 112 personnes sont recensées comme actives : 40 le sont dans le secteur primaire, 53 dans le secondaire et 19 dans le tertiaire. En

1 Vrielinck S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 Art. Opont, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1145.

4 Tandel É., Les communes luxembourgeoises, t. VIB : L'arrondissement de Neufchâteau, dans Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, t. XXVIII, Arlon, 1893, p. 941.

5 Art. Opont, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 1145.

6 Archives de l'État à Arlon, Archives de Joseph Michel, dossier " Paliseul ", n° 201.

7 Art. Opont, dans Hasquin H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 1145.

1972, une scierie emploie encore 45 personnes à Opont ⁸.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Paliseul, Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Framont, Jéhonville (hormis les sections d'Acremont et de Blanche-Oreille), Maissin, Nollevaux, Offagne (hormis les sections d'Assenois, Glaumont et La Géripont) et Opont est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur. Le 17 octobre de la même année, le Conseil communal d'Opont se réunit et décide de donner un avis défavorable à ce projet. Le Conseil part du principe que la nouvelle entité sera difficilement administrable au vu du grand nombre de sections. Les conseillers insistent sur le fait que " nous avons 4 sections dans notre commune à l'heure actuelle, et la commune est déjà difficilement administrable, vu les intérêts personnels qui se créent ". Si la commune devait finalement être fusionnée, " il faudrait que chaque commune qui va faire partie de la nouvelle entité soit au moins représentée par un membre (conseiller ou échevin) dans le nouveau Conseil communal ; de façon à ce que chaque commune puisse prendre parti dans l'administration de la nouvelle entité " ⁹. Le 1er janvier 1977, la commune d'Opont est finalement fusionnée avec les communes de Paliseul, Carlsbourg, Fays-les-Veneurs, Framont, Maissin, Nollevaux et Offagne (hormis les sections d'Assenois, de Glaumont et de La Girgaine) pour former l'actuelle commune de Paliseul.

La fusion forme une entité de 5.140 habitants pour 11.516 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Groupement logique autour d'un centre incontesté, Paliseul, chef-lieu de canton, siège de la justice de paix et du bureau d'enregistrement. La fusion est renforcée par Carlsbourg, qui possède un important établissement d'enseignement. Paliseul forme, d'autre part, le centre géographique de cet ensemble et en constitue le nœud routier qui permet le contact entre ses différentes parties " ¹⁰.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement

⁸ Idem.

⁹ AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Paliseul ", n° 201.

¹⁰ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux " ¹¹.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

11 Pasiomie, 1ère série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article 132 de la NLC et l'article L1123-28 du CDLD confient la garde des archives, des titres et des registres de l'état civil au collège communal. Il doit en dresser les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêcher qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt. Ces dispositions reprennent *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur des renseignements glanés dans le présent inventaire et sur le dossier central de la commune de Paliseul constitué par les Archives de l'État.

En 1833, les archives, dont des procès-verbaux ou encore des titres relatifs à des ventes de mobilier, sont bien tenues et enfermées dans un coffre à trois serrures ¹².

L'état des archives est jugé satisfaisant entre 1909 et 1912, puis bon entre 1930 et 1936 ¹³.

En 1977, par l'effet de la fusion des communes, les archives sont placées sous la garde du Collège des bourgmestre et échevins de la commune de Paliseul. Le 27 avril 1978, le Conseil communal de Paliseul prend la décision de faire procéder au classement des documents communaux de toute l'entité. En 1979, l'Union des villes et communes belges remet une offre de prix pour ce classement, qui prend en compte les documents dits " d'intérêt actuel " ainsi que les archives, dont celles d'Opont. Ce classement débouche notamment sur la rédaction d'une liste-inventaire.

En 1991, Jean-Marie Yante, chef de section aux Archives de l'État, estime l'importance des archives de l'ancienne commune d'Opont à peu ou prou 7,60 mètres hors registres aux délibérations du Conseil communal. Les archives sont conservées au deuxième étage de l'hôtel de ville de Paliseul, dans les combles. Les registres aux délibérations du Conseil communal (1859-1976) sont également entreposés à cet étage. Il indique que les locaux sont inadaptés à la conservation des archives : le sol offre une résistance insuffisante au feu et les locaux ne satisfont pas aux mesures de sécurité préconisées par le commandant des pompiers en 1989. Les registres de la population et les documents relatifs aux recensements de la population (1900-1971) sont conservés, quant à eux, dans le bureau de l'état civil ¹⁴.

Lors de l'inspection menée le 13 juillet 2009, l'archiviste Vincent Pirlot constate que si les registres sont toujours conservés dans les greniers de l'hôtel de ville, la plupart des boîtes antérieures à 1977 ont été stockés dans les caves de l'école communale fondamentale de Paliseul gare, à Framont. La situation est

12 Consulter le n° 33 du présent inventaire.

13 AÉA, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 158.

14 AÉA, Dossier central " Commune de Paliseul ".

mauvaise : nombre de liasses sont conservées sans conditionnement (les documents sont ficelés), à même le sol ou sur des étagères (dont certaines ont cédé). Une partie des documents, stockés dans des coins particulièrement humides des caves, sont couverts de moisissures.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé, en date du 25 août 2010, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Un premier dépôt est effectué le 20 septembre 1984 (n° accroissement : 1984/11) sous la forme d'une restitution par les époux Louis Claude et concerne des archives produites entre 1796/1797 (l'an V) et 1879 ¹⁵.

Un second dépôt est réalisé le 11 octobre 2002 (n° accroissement : 2002/13) par la commune de Paliseul et concerne deux registres aux délibérations du Conseil communal (1859-1911) ¹⁶ ainsi qu'un registre aux délibérations du Collège échevinal (1885-1969) ¹⁷.

Le troisième dépôt, toujours effectué par la commune de Paliseul, est authentifié par contrat de dépôt du 9 décembre 2010 et inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Arlon les 8 et 9 novembre sous le n° 2010/039.

15 Consulter les n° 1, 13, 14, 32, 33, 62, 63, 65, 66, 67, 107, 208, 209, 273, 297, 313, 324, 436 et 497 du présent inventaire.

16 Consulter les n° 2 et 3.

17 Consulter le n° 11.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives inventoriées dans le présent instrument ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune d'Opont entre 1796 et 1977. Force est néanmoins de constater que comme pour nombre d'autres communes ayant fait appel à l'Union des Villes et Communes belges, la plupart des archives qui ont subsisté et nous sont parvenues étaient " d'intérêt actuel " en 1979 (voir ci-dessus). À l'exception de documents cadastraux et de quelques dossiers du début du XIXe siècle, peu d'archives du XIXe et de la première moitié du XXe siècle ont trouvé grâce aux yeux des trieurs de l'Union des Villes et Communes. Quelques documents produits par l'administration communale de Paliseul entre 1977 et 1980 sont également conservés dans le fonds. Il s'agit de registres de la population tenus entre 1971 et 1980 (voir les n° 257 et 258), d'un dossier de permis de bâtir (n° 434), de listes des électeurs entre 1976 et 1978 (n° 284), de dossiers de levées de milice jusqu'en 1978 (n° 305) et d'examens des écoles de la commune (n° 442).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces

justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque

recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux

bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langues et écriture des documents

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Studia*, n° 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, *Miscellanea Archivistica, Manuale*, n° 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme ¹⁸, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni

18 Un dossier de permis de bâtir retrouvé dans le fonds traité a toutefois été inventorié (consulter le n° 434).

flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁹. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ²⁰. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²¹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres

19 <http://geoportail.wallonie.be>.

20 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

21 Gadeyne G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1 | Convocation adressée par le bourgmestre aux échevins et conseillers communaux à l'effet de délibérer sur divers sujets. 1849. | 1 pièce |
| 2 | 2 - 6 REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS. 1859-1976.
4 octobre 1859 - 11 septembre 1880. | 1 volume |
| 3 | 12 septembre 1880 - 2 novembre 1911. | 1 volume |
| 4 | 19 novembre 1911 - 14 janvier 1947. | 1 volume |
| 5 | 14 janvier 1947 - 23 septembre 1953. | 1 volume |
| 6 | 23 septembre 1953 - 23 novembre 1976. | 1 volume |
| 7 | Extraits du registre aux délibérations. 1909-1962. | 1 chemise |
| 8 | 8 - 9 REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX. 1947-1976.
30 janvier 1947 - 25 mars 1969. | 1 volume |
| 9 | 29 avril 1969 - 22 décembre 1976. | 1 volume |
| 10 | Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1959-1974. | 1 chemise |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 11 11 - 12 REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS. 1885-1976.
1er juillet 1885 - 20 décembre 1969. 1 volume
- 12 10 janvier 1970 - 10 décembre 1976. 1 volume

C. RÈGLEMENTS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

- 13 Circulaires émanant des autorités. 1807-1816. 1 chemise
- 14 " Registre ouvert par l'administration de la commune d'Opont pour inscrire : 1) l'arrivée du Mémorial administratif du grand-duché de Luxembourg, et la publication de ceux des actes qu'il renferme, à l'égard desquels cette mesure est recommandée ; 2) l'arrivée, la publication et l'apposition des affiches ou placards contenant des arrêtés, ordonnances, règlements, avis et autres actes émanés de l'administration provinciale ou supérieure ". 1826-1838. 1 volume

D. RÉPERTOIRE DES ACTES

- 15 Répertoires du secrétaire communal. 1900-1940. 1 cahier

E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 16 Pièces de la correspondance entrante et sortante du bourgmestre.
(1893) 1906-1953 (1970). 1 chemise
- 17 17 - 19 REGISTRES DE LA CORRESPONDANCE SORTANTE. 1891-1952.
1891-1932. 1 volume
- 18 1935-1937. 1 cahier
- 19 1937-1949. 1 volume
- 1949-1952.

- 20 *F. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
Dossier relatif au procès entre la commune et Mme Pierlot au sujet
de l'affouage. 1849-1855.
- 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. TERRITOIRE

- 21 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune. 1828.
1 cahier

2. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

22 - 27 PIÈCES RELATIVES À L'AFFILIATION DE LA COMMUNE À DES INTERCOMMUNALES. 1958-1976.

- 22 Association intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg (Interlux), 1958.
1 chemise
- 23 Association intercommunale d'œuvres médico-sociales de la Haute-Lesse, 1970-1976.
1 chemise
- 24 Association intercommunale d'œuvres médico-sociales du Centre-Luxembourg, 1966.
1 chemise
- 25 Association intercommunale " Société de logement Ardenne et Lesse ", 1973-1975.
1 chemise
- 26 Société coopérative intercommunale " Service Communal de Belgique ", 1963.
1 pièce
- 27 Société intercommunale Télélux, 1976.
1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 28 Dossier relatif à l'installation de conseillers communaux et à la nomination d'échevins. 1939-1976.
1 chemise
- 29 Dossier relatif à la fixation du traitement du bourgmestre et des

-
- échevins. 1961-1967. 1 chemise
- 30 Pièces relatives aux jetons de présences des conseillers communaux. 1961-1971. 1 chemise
- 31 2. BOURGMESTRE
Copies d'arrêtés royaux et procès-verbal de prestation de serment de L. Collard comme bourgmestre. 1953, 1958. 1 chemise
- C. ORGANISATION DES SERVICES*
- 32 1. ARCHIVES
Inventaire des papiers et mobilier composant les archives. [1823 ?]. 1 pièce
- 33 Courrier envoyé au commissaire d'arrondissement en réponse à la circulaire du gouverneur de la province relative aux archives. 1833. 1 pièce
- 34 2. AFFILIATION À DES SERVICES TIERS
Convention établie entre le Centre d'informatique de gestion et de recherche (CIGER) et le Collège échevinal dans le cadre de son affiliation en vue du calcul des salaires et traitements du personnel communal. 1970. 1 pièce
- D. PERSONNEL DES SERVICES*
- 35 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Dossier relatif au traitement du personnel communal, à sa revalorisation pécuniaire et à l'octroi d'allocations. 1941-1976. 1 liasse
- 36 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal statuant sur la révision du traitement de Fortuna Droguest, préposé au ravitaillement. 1948. 2 pièces

2. DOSSIERS DU PERSONNEL

37 - 38 DOSSIERS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1910-1975.

37 Bourguignon Roger, 1974-1975. 1 chemise

38 Robin Jean, 1910. 1 pièce

39 Dossier personnel de Victor Pierre, receveur communal. 1931. 1 chemise

40 - 53 DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT. 1946-1977.

40 André Camille, 1951. 1 pièce

41 Bosquet-Pioge Denise, 1959. 1 pièce

42 Castus Jeanne, 1950-1955. 1 chemise

43 Collard Jacques, 1961. 1 chemise

44 Collard-Martin Marie, 1948-1969. 1 chemise

45 Didier Albert, 1970-1976. 1 chemise

46 Falmagne Léonie, 1946-1948. 1 chemise

47 Grandfils Bernadette, 1975-1977. 1 chemise

48 Grandfils-Martin Marie-Thérèse, 1975-1976. 1 chemise

49 Lamberty Bertha, 1951-1975. 2 pièces

50 Maquet Madeleine, 1953. 1 chemise

-
- | | | |
|--|---|-----------|
| 51 | Pierre Guy, 1959-1961. | 1 chemise |
| 52 | Pierre-Collard Marie-Louise, 1955-1976. | 1 chemise |
| 53 | Pierre-Lagneau Marie Paule Yvonne, 1975. | 1 pièce |
| 54 | Pièces relatives au recrutement d'un cantonnier-fontainier-fossoyeur. 1947. | 1 chemise |
| 55 | Dossier relatif au recrutement d'un secrétaire communal et à la nomination de Robert Denis à cette fonction. 1947-1948. | 1 chemise |
| <i>56 - 57 DOSSIERS RELATIFS AUX RECRUTEMENTS DE GARDES FORESTIERS. 1948-1968.</i> | | |
| 56 | 1948. | 1 chemise |
| 57 | 1966-1968. | 1 chemise |
| 58 | Acte de prestation de serment et courrier du conservateur du Cadastre relatif à la désignation d'un indicateur-expert pour assister le géomètre du cadastre dans les travaux relatifs à la péréquation générale des revenus cadastraux. 1951. | 2 pièces |
| 59 | Pièces relatives à la veuve Martin-Rolin, appariteur. 1951, 1956. | 2 pièces |
| 60 | Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal relatif au remplacement du secrétaire communal pendant son congé de maladie par celui de Bièvre. 1976. | 1 pièce |
| 3. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL | | |
| 61 | Pièces relatives à l'affiliation de la commune au Service médical interentreprises de la province de Luxembourg et des cantons limitrophes (Sémilux). 1968-1970. | 1 chemise |

III. PATRIMOINE

- 62 Pièces relatives au patrimoine communal, aux finances et à la comptabilité communales. 1796/1797 (an V)-1862. 1 liasse
- 63 Pièces relatives au droit de parcours et de vaine pâture. 1801/1802 (an X)-1822. 1 chemise
- 64 Dossier relatif aux travaux de boisement, de reboisement et de voirie forestière. 1850-1976. 1 liasse
- 65 Listes des personnes ayant droit à l'affouage et aux émoluments communaux. 1862-1879. 1 chemise
- 66 - 78 DOSSIERS RELATIFS AUX TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES RÉALISÉES DANS LE CADRE DE TRAVAUX. 1862-1964.*
- 66 Redressement du chemin d'Our à la limite de la province de Namur vers Graide, 1862. 1 cahier
- 67 Redressement du chemin d'Opont à la route de Rocherfort à Bouillon, 1864. 1 cahier
- 68 Établissement d'une partie du chemin n° 28, 1905-1907. 1 chemise
- 69 Construction d'un groupe scolaire, 1952-1962. 1 chemise
- 70 Assainissement des sections d'Opont et d'Our, 1955-1960. 1 chemise
- 71 Élargissement et modernisation du pont d'Our, 1956-1960. 1 chemise
- 72 Création d'un chemin permettant l'accès au nouveau cimetière d'Our-Opont par la route reliant Graide à Our, 1957. 1 chemise
- 73 Réfection du chemin de culture n° 34, 1957-1960. 1 chemise

74	Réfection d'un chemin de culture reliant Bourcy à Opont, 1957-1960.	1 chemise
75	Réfection d'un chemin de culture, 1957-1964.	1 chemise
76	Construction d'un nouveau pont à Opont, 1960.	1 chemise
77	Modernisation de la voirie communale, 1960-1961.	1 chemise
78	Amélioration des chemins n° 4 et 23, 1961-1962.	1 chemise
<i>79 - 80 DOSSIERS RELATIFS À L'EXPLOITATION DU PATRIMOINE FORESTIER. 1867-1976.</i>		
79	1867-1899.	1 liasse
80	1900-1976.	1 liasse
<i>81 - 88 DOSSIERS RELATIFS À LA VENTE DE BIENS COMMUNAUX. 1885-1976.</i>		
81	Ardenne et Lesse (SPRL), 1975-1976.	1 chemise
82	Bardeau Floris, 1962-1964.	1 chemise
83	Casterman André, 1973-1975.	1 chemise
84	Divers, 1885-1976.	1 chemise
85	Duport Émile, 1953-1956.	1 chemise
86	Ilias Lise, 1961-1962.	1 chemise
87	Quoilin (lieutenant-colonel), 1965-1966.	1 chemise

-
- 88 Schichtel R., 1963-1967. 1 chemise
- 89 - 93 DOSSIERS RELATIFS À DES ÉCHANGES DE TERRAINS. 1892-1975.
- 89 Arras d'Haudrecy (d') Victor Pierre, 1975. 1 pièce
- 90 Claude Louis, 1961-1973. 1 chemise
- 91 Fabrique d'église d'Opont, 1892-1894. 1 chemise
- 92 Francken (consorts), 1953-1954. 1 chemise
- 93 Ter Wilgen (SA), 1957-1964. 1 chemise
- 94 Dossier relatif aux locations de chasse. 1900-1976. 1 chemise
- 95 Plan du chemin agricole situé au lieu-dit " Le Minguet " demandé en concession par la veuve de Louis Poullier-Robillon. 1908. 1 pièce
- 96 Dossier relatif aux locations de terrains communaux. 1908-1975. 1 liasse
- 97 Pièces relatives à la location d'un passage au travers d'une sapinière de la section d'Our, au lieu-dit " Jaugeron ". 1930, 1948. 1 chemise
- 98 Dossier relatif à la location des logements et anciens logements d'instituteurs. 1931-1975. 1 chemise
- 99 Carnet contenant les ventes de bois effectuées sur le territoire communal. 1946-1952. 1 cahier
- 100 Pièces relatives à la désaffectation de l'ancien cimetière entourant l'église. 1948-1949. 1 chemise

-
- 101 Pièces relatives à l'aménagement des bois communaux. 1951-1964.
1 chemise
- 102 Dossier relatif à la vente d'un terrain à la Fabrique d'église d'Opont au lieu-dit " Vieux Mont " en vue de l'érection d'une grotte. 1952-1954.
1 chemise
- 103 Dossier relatif à la vente d'une parcelle à Eugène Mahin, à sa renonciation, puis à la revente de ladite parcelle à Suzanne Dehasse, épouse Collard. 1959-1960.
1 chemise
- 104 Pièces relatives au projet de cession d'une partie du chemin n° 15 appartenant à la commune de Maissin à la commune d'Opont. 1960-1961.
1 chemise
- 105 Dossier relatif à la vente d'une parcelle de terrain soumis au régime forestier sise au lieu-dit " Frambizier " à la société Imabel. 1972-1973.
1 chemise
- 106 Liste des terres incultes et boisées depuis 1950. [Seconde moitié du XXe siècle].
1 pièce

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 107 Pièces relatives à la comptabilité et aux finances communales.
1796/1797 (an V)-1836. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 108 108 - 113 BUDGETS ET ANNEXES. 1887-1977.
1887. 1 pièce
- 109 1930-1934, 1936-1939. 1 liasse
- 110 1940-1945, 1947-1949. 1 liasse
- 111 1950-1959. 1 liasse
- 112 1960-1969. 1 liasse
- 113 1970-1977. 1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 114 114 - 115 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.
1955-1976.
1955-1959. 1 chemise
- 115 1972-1976. 1 liasse

3. EMPRUNTS

- 116 Dossier relatif aux emprunts contractés par la commune dans le
cadre de travaux. 1948-1959. 1 chemise

-
- 117 Livres auxiliaires pour les opérations avec le Crédit communal, la Banque nationale et la Caisse d'Épargne. [Seconde moitié du XXe siècle].
1 cahier
- 118 4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES
Registre des subventions sollicitées des autorités supérieures pour une intervention dans les frais ordinaires de fonctionnement des établissements et services communaux ainsi que pour une intervention dans le coût de travaux ou autres dépenses extraordinaires. 1947-1954.
1 cahier
- 119 Dossier relatif au Fonds des communes. 1950-1976.
1 chemise
- 120 Dossier relatif aux subsides accordés par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). 1969-1973.
1 chemise
- 121 5. PLACEMENTS
Pièces relatives à la participation financière de la commune aux capitaux de la ligne vicinale reliant Poix à Paliseul. 1947, 1954.
1 chemise
- C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
- 122 - 141 GRANDS-LIVRES ANNUELS DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1948-1971.*
- 122 1948.
1 chemise
- 123 1949.
1 chemise
- 124 1950.
1 liasse
- 125 1951.
1 chemise
- 126 1952.

		1 chemise
127	1953.	1 chemise
128	1954.	1 chemise
129	1958.	1 chemise
130	1960.	1 chemise
131	1961.	1 chemise
132	1962.	1 chemise
133	1963.	1 chemise
134	1964.	1 chemise
135	1965.	1 chemise
136	1966.	1 chemise
137	1967.	1 chemise
138	1968.	1 chemise
139	1969.	1 chemise
140	1970.	1 chemise
141	1971.	1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

142	<i>142 - 151 COMPTES ANNUELS. 1859-1976.</i> 1859.	1 cahier
143	1860-1869.	1 chemise
144	1870-1879.	1 chemise
145	1880-1882, 1886.	1 chemise
146	1921-1924, 1927, 1929.	1 chemise
147	1932, 1936.	2 cahiers
148	1940-1942, 1943, 1945, 1947, 1949.	1 chemise
149	1950-1959.	1 liasse
150	1960-1969.	1 liasse
151	1970, 1972-1976.	1 liasse
152	<i>152 - 205 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1893-1976.</i> 1893.	1 chemise
153	1894.	1 chemise
154	1896.	1 chemise
155	1897.	1 pièce

156	1899.	1 chemise
157	1908.	1 chemise
158	1921.	1 liasse
159	1922.	1 liasse
160	1923.	1 liasse
161	1924.	1 liasse
162	1926.	1 liasse
163	1927.	1 liasse
164	1928.	1 liasse
165	1929.	1 liasse
166	1930.	1 liasse
167	1931.	1 liasse
168	1932.	1 liasse
169	1938.	1 liasse
170	1939.	1 liasse
171	1940.	1 liasse

172	1941.	1 liasse
173	1942.	1 liasse
174	1943.	1 liasse
175	1944.	1 liasse
176	1945.	1 liasse
177	1946.	1 liasse
178	1947.	1 liasse
179	1948.	1 liasse
180	1949.	1 liasse
540	1950.	1 liasse
181	1951.	1 chemise
182	1952.	1 chemise
183	1953.	1 chemise
184	1954.	1 chemise
185	1955.	1 chemise
186	1956.	1 liasse
187	1957.	

		1 chemise
188	1958.	1 chemise
189	1959.	1 chemise
190	1961.	1 chemise
191	1962.	1 liasse
192	1963.	1 chemise
193	1964.	1 chemise
194	1965.	1 chemise
195	1966.	1 chemise
196	1967.	1 chemise
197	1968.	1 liasse
198	1969.	1 chemise
199	1970.	1 chemise
200	1971.	1 chemise
201	1972.	1 chemise
202	1974.	1 liasse
203	1975.	1 chemise

204	1976 (recettes et dépenses).	1 liasse
205	1976 (dépenses).	1 liasse
206	Situations de compte. 1929-1930.	1 chemise
207	Courriers échangés entre le bourgmestre et le gouverneur relatifs à la non-admission d'une somme pour le compte de l'exercice 1929. 1930.	2 pièces
<i>D. IMPOSITIONS ET TAXES</i>		
208	Pièces relatives aux contributions. 1802/1803 (an XI)-1835.	1 liasse
209	État-matrice ou tarif pour la répartition d'une somme de 127 florins, accordée comme traitement à l'instituteur d'Opont " où il y a 20 enfants de diverses classes à envoyer à l'école ". 1828.	1 pièce
210	Double des rôles des contributions directes. 1882.	1 pièce
211	Tableau indiquant, pour l'exercice 1947, le montant présumé des parts et des additionnels dans les perceptions en matière d'impôts d'État, ainsi que le montant probable des revenus cadastraux imposables des propriétés bâties et non bâties et de la participation dans le Fonds des communes. 1946.	1 pièce
212	Arrêtés de la Députation permanente relatifs aux délibérations prises par le Conseil communal concernant les additionnels communaux et relevés. 1947-1948.	2 pièces
213 - 216 DOSSIERS RELATIFS À LA PERCEPTION DE TAXES ET D'ADDITIONNELS COMMUNAUX. 1947-1976.		
213	Contribution foncière et précompte immobilier, 1949-1976.	1 chemise
214	Délivrance de cartes d'identité, 1950-1968.	1 chemise

-
- 215 Personnes physiques, 1972-1975. 1 chemise
- 216 Robinets, 1947-1971. 1 chemise
- 217 Renseignements envoyés au contrôleur des Contributions dans le cadre de l'exacte perception des impôts. 1948-1977. 1 chemise
- E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
- 218 Tableau indicatif primitif des propriétaires, et des propriétés foncières non-bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluations cadastrales. 1845. 1 volume
- 219 - 220 CROQUIS D'ARPENTAGE DES NOUVELLES PARCELLES RÉSULTANT DE CHANGEMENTS DE LIMITES. 1845-1858.
- 219 1845-1849. 1 chemise
- 220 1851-1855, 1857, 1858. 1 chemise
- 221 Registre indiquant les quotités proportionnelles du classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, à défaut d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale. 1845-1919. 1 cahier
- 222 - 223 ÉTATS DES COPROPRIÉTAIRES DES PROPRIÉTÉS POSSÉDÉES PAR INDIVIS. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE].
- 222 1er volume. 1 cahier
- 223 2e volume. 1 volume
- 224 - 228 MATRICES CADASTRALES. [XIXE SIÈCLE-XXE SIÈCLE].
- 224 1er volume (art. 1-175). 1 volume
- 225 2e volume (art. 176-263).

		1 volume
226	3e volume (art. 264-382).	1 volume
227	4e volume (art. 383-533).	1 volume
228	5e volume (art. 534-743).	1 volume
541	Matrice cadastrale passive mécanographique n° 212 PM (articles 139 à 897). 1968-1977.	1 volume
229	Plan représentant les parcelles 164 à 199 de la section B, 2e feuille. [XXe siècle].	1 pièce
230	Pièce relative à la révision générale des revenus cadastraux des propriétés non bâties et plus spécialement au rapport existant entre les valeurs locatives moyennes des biens loués isolément et en groupe. [XXe siècle].	1 pièce
231	Tableaux des mutations cadastrales. [XXe siècle].	1 liasse

V. ÉTAT CIVIL

- 232** Pièces relatives à l'état civil et à la population. 1807-1834.
1 chemise
- 543** Dossier relatif aux options de patrie et aux naturalisations. 1923-1936.
1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

233 - 238 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1921-1976. 1921-1927, 1929.

233		1 chemise
234	1930-1939.	1 chemise
235	1940-1948.	1 chemise
236	1950-1959.	1 liasse
237	1960-1969.	1 liasse
238	1970-1976.	1 chemise
239	Convention relative à la reprise au registre national de la population conclue entre le ministre de la Fonction publique agissant en qualité de responsable du Service du Registre national et le Collège des bourgmestre et échevins. [1970].	1 chemise

B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

542	542, 240 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1890-1900. [Seconde moitié du XIXe siècle].	1 volume
240	1890-1900 (section d'Opont)	1 volume
241	241 - 258 REGISTRES DE LA POPULATION. 1890-1980. 1890-1900 (section d'Opont).	1 volume
242	1890-1900 (section d'Our).	1 volume

243	1901-1910 (vol. 1, fol. 1-99, section d'Opont).	1 volume
244	1901-1910 (vol. 2, fol. 121-185, section d'Our).	1 volume
245	1911-1920 (vol. 1, section d'Opont).	1 volume
246	1911-1920 (vol. 2, section d'Our).	1 volume
247	1921-1930 (vol. 1, section d'Opont).	1 volume
248	1921-1930 (vol. 2, section d'Our).	1 volume
249	1927-1930 (vol. 3).	1 volume
250	1931-1947 (vol. 1, section d'Opont).	1 volume
251	1931-1947 (vol. 2, section d'Our).	1 volume
252	1948-1960 (vol. 1, fol. 1-75, section d'Our).	1 volume
253	1948-1960 (vol. 2, fol. 76-200, section d'Opont).	1 volume
254	1951-1960 (vol. 3, fol. 201-205).	1 volume
255	1961-1970 (vol. 1, section d'Opont).	1 volume
256	1961-1970 (vol. 2, section d'Our).	1 volume
257	1971-1980 (vol. 1, fol. 1-103, section d'Opont).	1 volume
258	1971-1980 (vol. 2, fol. 104-162, section d'Our).	1 volume

259	259 - 261 REGISTRES DES DÉCLARATIONS DE SORTIE. 1893-1976. 1893-1913.	1 volume
260	1914-1960.	1 volume
261	1961-1976.	1 volume
262	262 - 263 REGISTRES DES DÉCLARATIONS D'ENTRÉE. 1914-1976. 1914-1960.	1 volume
263	1961-1976.	1 volume
264	Certificats de changement de résidence produits dans le cadre de sorties. 1923.	2 pièces
265	Registre spécial des étrangers. 1923-1976.	1 volume
266	Dossier relatif aux étrangers résidant ou ayant résidé sur le territoire communal. 1924-1975.	1 chemise
267	<i>C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Bulletin spécial personnel établi dans le cadre du recensement général de la population au 31 décembre 1910. 1910.	1 pièce
268	Pièces relatives au recensement général de la population au 31 décembre 1930. 1930.	1 chemise
269	Bulletins produits dans le cadre du recensement général de la population au 31 décembre 1947. 1947.	1 liasse
270	270 - 272 TABLEAUX PRÉSENTANT LES RÉSULTATS DU RECENSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1970. [1975]. Logements.	

1 cahier

271 Population (vol. 1).

1 cahier

272 Population (vol. 2).

1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. GÉNÉRALITÉS

273 Pièces relatives aux élections et aux nominations des autorités communales. 1808-1849. 1 chemise

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

274 274 - 284 LISTES DES ÉLECTEURS. 1923-1978. Chambres législatives, 1923. 1 cahier

275 275 - 277 CHAMBRES LÉGISLATIVES ET CONSEILS COMMUNAUX. 1929-1930. 1 cahier

276 1932-1933. 1 cahier

277 1948. 2 cahiers

278 278 - 279 CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1954-1956. 1 cahier

279 1970-1972. 1 cahier

280 280 - 281 GÉNÉRAUX ET COMMUNAUX. 1949-1952. 1 cahier

281 1958-1960. 1 cahier

282 282 - 284 ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1970-1972. 1 cahier

-
- | | | |
|--|--|-----------|
| 283 | 1972-1974. | 1 cahier |
| 284 | 1976-1978. | 1 cahier |
| 285 | Liste des électeurs des chambres législatives, des électeurs masculins aux conseils communaux pour 1938-1940 et des électeurs féminins aux conseils communaux pour 1938-1944. 1938-1944. | 1 cahier |
| 286 | <i>C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES</i>
Procès-verbal de vérification des listes électorales au point de vue des incapacités. 1921. | 1 pièce |
| 287 | Dossier relatif à la révision des listes électorales. 1921-1957. | 1 chemise |
| <i>D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS</i> | | |
| 288 - 294 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1903-1970. | | |
| 288 | 18 octobre 1903. | 1 cahier |
| 289 | 9 octobre 1938. | 1 chemise |
| 290 | 24 novembre 1946. | 1 chemise |
| 291 | 12 octobre 1952. | 1 chemise |
| 292 | 14 octobre 1958. | 1 pièce |
| 293 | 11 octobre 1964. | 1 chemise |
| 294 | 11 octobre 1970. | 1 chemise |
| 295 | Pièces relatives aux élections législatives et provinciales du 10 | |

mars 1974. 1974.

1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

296 Pièces relatives au placement de repères ou de rivets par l'Institut géographique militaire. 1962. 1 chemise

B. SERVICE MILITAIRE

297 Pièces relatives à la milice. 1809-1825. 1 chemise

298 Registre des militaires en congé dans la commune. [1900-1924]. 1 cahier

299 Listes des ajournés et des dispensés. [1912 ?]-1923. 1 chemise

300 300 - 305 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1920-1978.
1920, 1922-1929. 1 chemise

301 1930-1939. 1 liasse

302 1940-1949. 1 liasse

303 1950-1959. 1 liasse

304 1960-1969. 1 liasse

305 1970-1978. 1 liasse

306 306 - 307 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1922-1923.
1922. 1 pièce

307 1923. 2 pièces

308 Pièces relatives à Désiré-Joseph Pierlot, milicien. 1923.

-
- 1 chemise
- 309 Registre des décisions prises en matière de milice. 1923-1937.
1 volume
- 310 Registre des militaires en congé illimité pour les classes 1913 à
1939. 1928-1946.
1 volume
- 311 Dossier relatif aux allocations militaires et aux indemnités de
milice. 1942-1949.
1 chemise
- 312 Dossier relatif aux indemnités de milice. 1952-1976.
1 chemise
- C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES
EN TEMPS DE PAIX*
- 313 Pièces relatives aux prestations militaires. 1809-1818.
1 liasse
- 314 Registre des instructions et correspondances relatives à la
mobilisation. 1939-1940.
1 volume
- 315 Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1945-1953.
1 chemise
- 316 316 - 317 REGISTRES DE CLASSEMENT. 1949, 1951.
Véhicules automobiles, 1949.
1 cahier
- 317 Véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, 1951.
1 chemise
- 318 Avis publié en vue du recensement des véhicules automobiles,
remorques et engins mécaniques. 1950.
1 pièce
- D. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 319 Registre des rémunérations spéciales accordées aux familles des
militaires soldés rappelés. 1939-1940.
1 cahier
- 320 Livres des recettes et des dépenses relatives aux rémunérations de

milice et plus spécialement aux allocations et aux avances sur traitement. 1939-1948.

2 cahiers

321 Dossier relatif à Albert Dumonceaux, considéré comme absent de ses foyers par suite de circonstances de guerre. 1945-1947.

1 chemise

322 Pièces relatives au rapatriement des corps de Jules Thiry, Louis Claude et Jean Rezer, soldats Morts pour la Patrie en mai 1940. 1948.

1 chemise

323 Correspondance échangée entre le bourgmestre et la Direction des pensions aux Victimes civiles de la guerre relative à Lucien Micha et sa demande d'obtention d'une rente de déporté. 1970.

1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

- 324** Pièces relatives à l'esprit public et à la police en général. 1806-1842. 1 chemise
- 325** Extrait du registre aux délibérations portant règlement sur les fossés des chemins communaux et les fontaines. 1928. 1 pièce
- 330** Courriers émanant des autorités provinciales priant le bourgmestre de leur fournir des renseignements sur les gardes champêtres, gardes-chasses, gardes forestiers et gardes-pêches particuliers et listes. 1950, 1969. 1 chemise
- 326** Pièces relatives au règlement sur les dépôts sauvages d'immondices. 1974-1975. 1 chemise
- 327** Pièces relatives au règlement de prévention des incendies dans les dancings et autres locaux où l'on danse. 1976. 1 chemise
- #### 2. ÉQUIPEMENT
- 328** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant d'acheter un équipement pour les gardes champêtres auxiliaires. 1951. 1 pièce
- 329** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant de faire installer un appareil téléphonique au domicile du garde champêtre. 1967. 1 pièce
- #### 3. PERSONNEL
- Consulter en outre les n° 37, 38, 56 et 57 du présent inventaire.
- #### 4. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE
- 331** Dossier relatif à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage. 1946-1976.

1 chemise

- 332 Dossier relatif à l'obstruction d'un chemin par un particulier. 1976.
1 chemise

5. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

333 - 336 REGISTRES DES CONDAMNATIONS JUDICIAIRES. 1854-1976.

- 333 1854-1871.
1 cahier
- 334 1872-1881.
1 volume
- 335 1882-1946.
1 cahier
- 336 1945-1976.
1 volume
- 337 Pièces relatives aux condamnations et aux casiers judiciaires des habitants de la commune. 1872-1975.
1 liasse

B. SERVICE D'INCENDIE

Consulter le n° 327 du présent inventaire.

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES

- 338 Registre des enfants qui ont subi la vaccination. 1897-1976.
1 volume
- 339 Listes des personnes à vacciner et revacciner. 1910-1945.
1 chemise
- 340 - 342 DOSSIERS RELATIFS AUX MESURES PRISES POUR LUTTER
CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES. 1948-1976.
- 340 Diphtérie et tétanos, 1959.
1 chemise
- 341 Poliomyélite, 1958-1976.
1 chemise
- 342 Variole, 1948-1976.
1 chemise
- 343 B. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES
Relevés des vaccinations effectuées pour lutter contre la fièvre
aphteuse. 1975-1976.
1 chemise
- 344 C. ANALYSE DE L'EAU POTABLE
Rapports d'analyses d'eau. 1947-1976.
1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 345 Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal relatifs aux travaux à réaliser sur le territoire de la commune. 1957-1963. 1 chemise
- 346 Pièces relatives au programme des travaux pour 6 ans à dresser par le Collège échevinal. 1959. 2 pièces

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 347 Dossier relatif aux travaux d'aménagement des locaux communaux. 1959-1962. 1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE ET À L'HYGIÈNE

- 348 Devis et cahier spécial des charges relatifs à l'entreprise des travaux de fontaines à exécuter à Opont et à Frêne. 1911. 1 cahier

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

- 349 Plan et procès-verbal de réception définitive relatifs aux travaux d'hygiène réalisés dans les locaux scolaires de la section de et à Our. 1913-1915. 2 pièces

- 350 Devis, cahier spécial des charges et procès-verbal d'adjudication établis en vue des travaux d'entretien et d'amélioration des locaux scolaires d'Our. 1921. 1 cahier

- 351 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'ameublement des locaux scolaires d'Opont et d'Our. 1940-1943. 1 liasse

- 352 Dossier relatif à la construction d'un logement d'instituteur à Opont. 1942-1950.

-
- 1 chemise
- 353** Dossier relatif à l'acquisition d'un terrain et à la construction d'un bloc scolaire. 1950-1956.
1 liasse
- 354** Pièces relatives aux travaux d'aménagement des abords de l'école d'Opont et plus spécialement à la construction d'une plaine de jeux et d'un jardin d'enfants près du nouveau bloc scolaire. 1957-1958.
1 chemise
- 355** Dossier relatif à la transformation de l'ancien presbytère d'Our en logement pour l'instituteur. 1958-1964.
1 chemise
- 356** Dossier relatif aux travaux d'amélioration des locaux scolaires et notamment à l'installation d'un chauffage à eau chaude et aux travaux d'isolation thermique à réaliser dans les écoles d'Our et d'Opont. 1964-1976.
1 liasse
- 4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE**
- 357** Dossier relatif aux travaux de restauration et d'aménagement de l'église d'Opont ainsi que d'aménagement du cimetière désaffecté situé autour de cette église. 1946-1953.
1 chemise
- 358** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal, devis et cahier spécial des charges relatifs aux travaux de réardoisage du clocher de l'église d'Our. 1948.
1 pièce et 1 cahier
- 359** Dossier relatif à la restauration de l'église d'Our. 1948-1949.
1 chemise
- 360** Dossier relatif à la reconstruction du mur de soutènement du jardin du presbytère d'Our. 1956-1959.
1 chemise
- 361** Dossier relatif à l'agrandissement de l'église paroissiale. 1961-1964.
1 chemise
- 5. CIMETIÈRE**
- 362** Pièces relatives aux travaux d'aménagement du cimetière d'Opont. 1954-1957.

-
- 1 chemise
- 363** Dossier relatif à la construction d'un nouveau cimetière à Our. 1954-1957.
1 chemise
- 364** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'établissement des plans et devis dans le cadre du raccordement du cimetière d'Opont à la distribution d'eau. 1974.
2 pièces
- 6. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)**
- 365** Dossier relatif à l'aménagement et au balisage des promenades touristiques dans les bois de la commune, en accord avec les communes voisines concernées. 1973-1975.
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)**
- 366** Plan et profils d'un projet de redressement et d'élargissement, par la section d'Our-Opont, du chemin n° 23 sur Opont et n° 16 sur Villance. 1885-1889.
1 pièce
- 367** Détail estimatif pour l'entreprise des travaux neufs de voirie vicinale à exécuter en 1886. 1887-1889.
1 chemise
- 368** Plan et profils dressés dans le cadre d'un projet d'ouverture d'un chemin en terrassement suivant la direction du sentier n° 45. 1889-1890.
1 pièce
- 369** Pièces relatives à des travaux réalisés sur la voirie. 1890-1914.
1 chemise
- 370** Plans dressés dans le cadre d'un projet de chemins de culture. 1892-1893.
1 chemise
- 371** Information de commodo et incommodo au sujet du projet d'ouverture d'un chemin agricole au lieu-dit " Sur les champs ". 1901.
1 pièce

-
- 372 Procès-verbaux d'adjudication et de réception relatifs aux travaux à réaliser au chemin de vidange d'Our. 1909-1910.
2 pièces
- 373 Plan dressé dans le cadre des travaux d'amélioration du chemin n° 3 dit " Du Pré Coltai " à Our. 1911.
1 cahier
- 374 Cahier des charges et procès-verbal de réception des travaux relatifs à l'entretien des chemins en 1929. 1928-1930.
2 pièces
- 375 Procès-verbal d'abornement du chemin n° 25 à Our et courrier du chef de division du Gouvernement provincial délégué. 1933-1934.
1 chemise
- 376 Pièces relatives au projet d'amélioration du chemin n° 16 à Our. 1938-1939.
1 chemise
- 377 Dossier relatif à l'amélioration et à la modernisation du chemin n° 12, dit de " l'Allemoine ", d'Opont vers la route d'État. 1948-1950.
1 chemise
- 378 Dossier relatif à la modernisation du chemin n° 5 reliant Our à Maissin. 1949-1950.
1 chemise
- 379 Pièces relatives à la modernisation du chemin n° 10 reliant Opont à Naomé. 1951.
1 chemise
- 380 Dossier relatif à la modernisation du chemin ordinaire n° 2 reliant Our à Graide. 1952.
1 chemise
- 381 Dossier relatif à l'amélioration de la voirie intérieure d'Opont (1re partie) et du chemin de Frênes. 1952-1953.
1 chemise
- 382 Dossier relatif à la reconstruction du pont sous le chemin n° 14 à Frênes. 1952-1956.
1 chemise
- 383 Pièces relatives au projet de construction d'un chemin de grande communication reliant Opont à Graide ; travail commun avec les communes de Naomé et de Graide. 1955.
1 chemise

-
- 384 Dossier relatif à la modernisation et à l'assainissement de la voirie intérieure des sections d'Our et Opont. 1955-1956. 1 chemise
- 385 Pièces relatives aux travaux de réfection de la route de l'Allemoine. 1956. 1 chemise
- 386 Dossier relatif à l'élargissement et à modernisation du pont sur l'Our. 1956-1959. 1 liasse
- 387 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin de culture n° 34. 1957-1958. 1 chemise
- 388 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin de culture " Sur Bourcy ". 1957-1959. 1 chemise
- 389 Pièces relatives à la demande introduite par H.L. Pirson au gouverneur de la province concernant la largeur du chemin vicinal reliant la commune d'Our au Moulin d'Our et dépendant de la commune. 1958. 1 chemise
- 390 Dossier relatif à la reconstruction du pont sur l'Our et d'amélioration de la voirie de part et d'autre du pont. 1958-1962. 1 chemise
- 391 Dossier relatif à la création de deux chemins à Opont et à Our. 1959-1962. 1 chemise
- 392 Dossier relatif aux travaux de modernisation de la voirie intérieure et plus spécifiquement des chemins n° 11, 27 et 31. 1959-1962. 1 chemise
- 393 Pièces relatives à la reconstruction du pont près des écoles à Opont. 1960-1961. 1 chemise
- 394 Dossier relatif à la modernisation des chemins forestiers n° 7, 16, 17 et 26. 1960-1966. 1 liasse
- 395 Dossier relatif à la modernisation du chemin agricole reliant Beth au chemin de Graide dit " chemin de Monsay ", et du chemin de Halissart. 1960-1972.

-
- | | | |
|-----|--|-----------|
| | | 1 chemise |
| 396 | Dossier relatif à l'amélioration des chemins n° 4 et 23. 1961-1965. | 1 chemise |
| 397 | Dossier relatif à la réfection du chemin n° 9 reliant Opont à Graide. 1961-1966. | 1 liasse |
| 398 | Dossier relatif aux travaux réalisés sur le chemin agricole au lieu-dit " Routy du gravier ". 1961-1966. | 1 chemise |
| 399 | Dossier relatif à l'amélioration du chemin n° 3 reliant Our à Porcheresse. 1961-1967. | 1 chemise |
| 400 | Dossier relatif aux travaux de reconstruction du mur de soutènement du chemin de Lonai à Our. 1962-1964. | 1 chemise |
| 401 | Dossier relatif à la réfection de la route reliant Opont à Maissin. 1964-1969. | 1 chemise |
| 402 | Pièces relatives au projet de classement en chemin de grande communication du chemin traversant les communes de Framont, Opont, Paliseul, Porcheresse, Gembes et Haut-Fays, reliant les routes de l'État n° 499 à 75. 1966-1967. | 1 chemise |
| 403 | Dossier relatif à la réfection de la route reliant Our à Graide. 1966-1971. | 1 chemise |
| 404 | Pièces relatives à la modernisation des chemins reliant Opont à Naomé, Opont - Beth à Our et Our à Maissin. 1970. | 1 chemise |
| 405 | Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin forestier au lieu-dit " Houmont ". 1970-1972. | 1 chemise |
| 406 | Dossier relatif à la réfection de la route Réversoux-Laury-Ramibuchaille. 1973-1975. | 1 chemise |
| 407 | Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant de dresser les plans et devis pour la construction d'égouts et de | |

filets d'eau, l'aménagement du devant du cimetière d'Opont et le regoudronnage de routes. 1974-1975.

1 pièce

408 Dossier relatif à l'entretien extraordinaire de la voirie. 1975-1976.
1 chemise

409 Pièces relatives à la demande introduite par le Conseil communal d'incorporer à la voirie communale une parcelle sise à Opont et cadastrée section C, n° 90a. 1976.
1 chemise

D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

410 Dossier relatif au classement des cours d'eau, à la confection des tableaux descriptifs et des plans de détail des cours d'eau. 1954-1961.
1 chemise

E. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

411 Pièces relatives au projet d'établissement d'une distribution d'eau à Our. 1903-1931.
1 chemise

412 Dossier relatif au renouvellement et à l'extension de la distribution d'eau à Opont ainsi qu'à la construction d'une distribution d'eau à Frênes et à destination des maisons isolées d'Opont. 1940-1950.
1 chemise

413 Dossier relatif au raccordement d'un bloc de maisons à la distribution d'eau. 1950-1951.
1 chemise

414 Dossier relatif aux travaux de renforcement de la distribution d'eau. 1960-1974.
1 liasse

415 Dossier relatif aux demandes de raccordement à la distribution d'eau et au réseau électrique introduites par des particuliers. 1961-1976.
1 chemise

416 Courriers échangés entre le Service de l'hydraulique agricole et le bourgmestre relatifs à la descente d'une conduite traversant un

-
- ruisseau. 1975. 2 pièces
- 417** Pièces relatives à la construction de chambres pour compteurs. 1976-1977. 1 chemise
- 418** 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif à l'électrification des écarts ruraux et des fermes isolées. 1954-1959. 1 chemise
- 419** Pièces relatives à l'électrification du Moulin d'Our. 1958-1960. 1 chemise
- 420** Pièces relatives aux modifications apportées au réseau électrique. 1959-1963. 1 chemise
- 421** Dossier relatif au remplacement de supports vétustes à Our, Opont - Beth et Frênes. 1973. 1 chemise
- 422** Dossier relatif à l'installation de nouveaux postes de transformation aérien à Our et à Frênes. 1974. 1 chemise
- 423** Pièces relatives à la liaison du réseau d'éclairage public avec de nouvelles cabines. 1974-1976. 1 chemise
- 424** Pièces relatives à l'ajoute de foyers d'éclairage public. 1975. 1 chemise
- 425** 3. TÉLÉPHONE
Dossier relatif aux travaux réalisés par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) sur le territoire communal. 1951-1976. 1 chemise
- 426** 4. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à la construction d'abris pour usagers d'autobus sur le territoire communal. 1972-1974. 1 chemise

F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS DE SECTEUR

- 427 Pièces relatives à la demande introduite par la commune en vue d'étendre la zone d'habitat. 1973-1974. 1 chemise

2. PLANS COMMUNAUX

- 428 Plan général d'alignement de la voirie intérieure. 1948. 1 pièce

- 429 Dossier relatif à la délimitation des zones de boisement et des zones agricoles. 1963-1976. 1 chemise

- 430 Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal relatifs à l'établissement d'un plan d'alignement des différentes sections de la commune. 1964. 2 pièces

3. PERMIS DE BÂTIR ET AUTRES AUTORISATIONS ET PERMISSIONS

- 431 Décision du Conseil communal relative à la demande introduite par Augustine Dumonceaux tendant à obtenir l'autorisation de construire un mur de clôture entre sa propriété et celle de Louis Sarton. 1906-1907. 1 pièce

- 432 Dossier relatif aux demandes introduites par des particuliers tendant à obtenir l'autorisation de boiser des parcelles de terrains. 1948-1976. 1 chemise

- 433 Formulaires statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1964-1968. 1 chemise

- 434 Permis de bâtir introduit par Walter Hanse. 1976-1979. 1 chemise

G. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

- 435 Correspondance relative à la reconnaissance d'un mérite pittoresque justifiant l'admission parmi les sites les plus intéressants du pays à l'ensemble formé par l'église et le cimetière d'Our-sous-Opont, le groupe pittoresque d'arbres qui y croissent et

le pont sur l'Our. 1931, 1948.

1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

436 Correspondance relative à l'enseignement. 1815-1818. 1 chemise

B. ÉQUIPEMENT

437 Plan dressé dans le cadre de la construction d'un bureau ministre pour l'instituteur d'Our. 1913. 1 pièce

438 Pièces relatives au mobilier à fournir à l'école d'Our et à l'école gardienne d'Opont. 1951. 1 chemise

439 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant de l'achat d'une voiture break pour les transports scolaires d'Opont. 1975. 2 pièces

C. PERSONNEL

440 Pièces relatives à la nomination d'instituteurs en chef ou chefs d'école. 1970. 1 chemise

D. FINANCES

441 Dossier relatif aux subventions octroyées aux écoles. 1947-1976. 1 chemise

E. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ORDINAIRES

442 Questions d'examens et copies des élèves des écoles de la commune. 1977-1978. 1 liasse

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. *SPORTS*

443

Tableau dressé dans le cadre du recensement des installations sportives au 1er janvier 1971. 1971.

1 pièce

B. *TOURISME*

444

Enquête relative au tourisme. [XXe siècle].

1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 445 Bulletins de mutation et fiches d'exploitants dressés dans le cadre du recensement des terres cultivées au 15 mars 1943. 1943.
1 chemise
- 446 Bulletins individuels dressés en vue du recensement agricole et horticole au 15 mai 1946. 1946.
1 liasse
- 447 Listes des exploitants dressées dans le cadre des recensements des terres cultivées en 1946 et 1947. 1946-1947.
1 chemise
- 448 - 449 LISTES DE DÉPOUILLEMENT ET LISTES RÉCAPITULATIVES DRESSÉES DANS LE CADRE DES RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1947-1948.
1947.
1 chemise
- 449 1948.
1 chemise
- 450 Listes dressées dans le cadre des dégâts causés aux cultures par les gelées. 1956.
1 pièce et 1 cahier
- 451 Pièces relatives au recensement agricole et horticole au 15 mai 1958. 1958.
1 chemise
- 452 Liste des parcelles de terrains contenant des bois dressée dans le cadre du recensement général de l'agriculture et courrier. 1959.
1 chemise
- 453 Extraits de la matrice cadastrale produits dans le cadre de statistiques. [XXe siècle].
1 liasse
- B. INDUSTRIE, ARTISANAT ET COMMERCE*
- 454 Pièces relatives au jour de repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce. 1961-1968.
1 chemise

-
- 455 Pièces relatives au règlement tendant à accorder un subside à toute installation ou modernisation industrielle, commerciale ou autres constructions, installées ou désirant s'installer sur le territoire de la commune et ce, afin de remédier à la diminution de la population et en vue de l'expansion économique de la commune. 1971-1972.
1 chemise
- 456 *C. CIRCULATION*
Pièces relatives à la réforme de structure de la ligne Poix-Paliseul. 1953-1959.
1 chemise
- 457 *D. APPROVISIONNEMENT*
Cartes et coupons de ravitaillement. 1947-1948.
1 chemise
- 458 Pièces relatives aux recensements des ressources aquifères souterraines. 1966-1972.
1 chemise

XV. SOCIAL

A. AFFAIRES SOCIALES

1. MESURES EN FAVEUR DES NÉCESSITEUX

459 Pièces relatives à l'assistance publique. 1802/1803 (an XI)-1819.
1 chemise

460 État des liquidations effectuées en 1906 dans le cadre des frais
d'entretien d'indigents. 1906.
1 pièce

461 Dossier relatif à la prise en charge des frais d'entretien de
personnes hospitalisées par les pouvoirs publics. 1907-1952.
1 chemise

462 État indiquant le nombre de sourds-muets et d'aveugles au 31
décembre 1908. 1908.
1 pièce

2. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT

463 Dossier relatif à la surveillance et à la mise au travail des
chômeurs. 1946-1959.
1 liasse

3. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

464 Dossier relatif aux demandes de pensions de vieillesse introduites
par des particuliers. 1902-1908.
1 chemise

465 Liste des bénéficiaires d'une pension de vieillesse. 1921-1938.
1 cahier

466 - 467 REGISTRES DES DEMANDES DE PRESTATIONS POUR LES
PENSIONS. 1963-1976.

466 1963-1972.
1 cahier

467 1971-1976.
1 cahier

4. SERVICES RENDUS À LA POPULATION

468 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal décidant

de la gratuité des inhumations. 1953.

1 pièce

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

469

Formulaires de demande d'occuper un travailleur étranger. 1957-1960.

1 chemise

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE
PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. PERSONNEL

470 Pièces relatives à la nomination des membres du Bureau de
bienfaisance. 1894-1924. 1 chemise

2. FINANCES

471 471 - 473 COMPTES ANNUELS. 1888-1908.
1888. 1 pièce

472 1891, 1893, 1895, 1896, 1898, 1899. 1 chemise

473 1900-1905, 1908. 1 chemise

474 474 - 477 BUDGETS ANNUELS. 1889-1910.
1889. 1 pièce

475 1890-1892, 1894, 1896, 1897, 1899. 1 chemise

476 1900-1902, 1905-1907, 1909. 1 chemise

477 1910. 1 pièce

478 478 - 482 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1893-
1900.
1893. 1 chemise

479 1895. 1 chemise

480 1895-1897.

		1 chemise
481	1897-1898.	1 chemise
482	1900.	1 chemise
483	État des dépenses de l'exercice 1901. 1901.	1 pièce
484	3. EXÉCUTION DES TÂCHES Liste des personnes secourues pendant l'exercice 1896. 1897.	1 pièce
485	Listes des familles admises à recevoir gratuitement les soins de la médecine par le docteur-délégué Henri Legrand. 1907.	2 pièces
 <i>B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE</i>		
486	1. PERSONNEL Dossier relatif à la nomination des membres de la Commission d'assistance publique. 1930-1971.	1 chemise
487	2. FINANCES Carnets contenant les souches des virements effectués par la Commission d'assistance publique. 1937-1944.	2 cahiers
488	488 - 494 EXTRAITS DE COMPTE ET AVIS DE CRÉDIT. 1941-1949. 1941.	1 chemise
489	1942.	1 chemise
490	1943.	1 chemise
491	1944.	1 chemise

492	1946.	1 chemise
493	1947.	1 chemise
494	1949.	2 pièces
495	Compte. 1976.	1 cahier
496	Pièces justificatives au compte. 1976.	1 chemise

XVII.FABRIQUES D'ÉGLISE

A. GÉNÉRALITÉS

497 Pièces relatives aux fabriques d'église présentes sur le territoire communal. 1803/1804 (an XII)-1850. 1 liasse

498 Liste des membres des conseils de Fabrique d'Opont et d'Our. [XXe siècle]. 1 pièce

B. PAROISSE SAINT-REMACLE À OPONT

1. PATRIMOINE

499 Pièces relatives à des échanges de terrains entre la Fabrique d'église et des particuliers. 1948-1956. 1 chemise

500 Courrier émanant du greffier provincial relatif à la liste des objets d'art qui ont disparu de l'église et dans lequel il demande un rapport circonstancié pour ces objets et réponse. 1974. 1 chemise

2. PERSONNEL

501 Pièces relatives au renouvellement de la grande moitié du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers. 1903. 2 pièces

3. FINANCES

502 502 - 510 COMPTES ANNUELS. 1890-1976. 1890-1899. 1 chemise

503 1900. 1 cahier

504 1911, 1912, 1917, 1919. 1 chemise

505 1920-1927, 1929. 1 chemise

506 1930-1935, 1937-1939.

		1 chemise
507	1940, 1941, 1943-1949.	1 chemise
508	1950-1959.	1 chemise
509	1960-1965, 1967, 1968.	1 chemise
510	1971-1976.	1 chemise
511	<i>511 - 519 BUDGETS ANNUELS. 1890-1976.</i> 1890, 1892-1899.	1 chemise
512	1901, 1903-1909.	1 chemise
513	1910-1914, 1919.	1 chemise
514	1920-1926, 1929.	1 chemise
515	1930-1939.	1 chemise
516	1940-1944, 1946-1949.	1 chemise
517	1950-1959.	1 chemise
518	1960-1969.	1 chemise
519	1970-1976.	1 chemise
520	Compte de clerc à maître rendu par Joseph Collard, trésorier, à son successeur. 1897.	1 pièce

C. PAROISSE SAINT-LAURENT À OUR

1. PATRIMOINE

- 521 Courrier émanant du greffier provincial relatif à la liste des objets d'art qui ont disparu de l'église et dans lequel il demande un rapport circonstancié pour ces objets et réponse. 1974. 2 pièces

2. PERSONNEL

Consulter le n° 498 du présent inventaire.

3. FINANCES

- 522 522 - 530 COMPTES ANNUELS. 1892-1976.
1892-1899. 1 chemise
- 523 1900. 1 cahier
- 524 1911, 1912, 1917-1919. 1 chemise
- 525 1920, 1922-1929. 1 chemise
- 526 1930, 1932-1938. 1 chemise
- 527 1940, 1941, 1943, 1945-1949. 1 chemise
- 528 1950-1959. 1 chemise
- 529 1960-1965, 1967, 1968. 1 chemise
- 530 1971-1976. 1 chemise
- 531 531 - 539 BUDGETS ANNUELS. 1894-1976.
1894, 1896-1899. 1 chemise

532	1900-1909.	1 chemise
533	1910, 1911, 1913, 1919.	1 chemise
534	1920-1929.	1 chemise
535	1930, 1931, 1933-1938.	1 chemise
536	1940-1943, 1945-1949.	1 chemise
537	1950-1959.	1 chemise
538	1960-1969.	1 chemise
539	1970-1976.	1 chemise